ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, chargé de la Coordination des réformes institutionnelles et le Secrétaire d'Etat au Budget, le 2 janvier 1974, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal, "portant règlement de procédure de la Commission des allocations de survie prévue par l'article 6bis de l'arrêté royal n° 254 du 12 mars 1936 unifiant le régime des pensions des veuves et des orphelins du personnel civil de l'Etat et du personnel assimilé ainsi que par l'article 6bis de l'arrêté royal n° 255 du 12 mars 1936 unifiant le régime des pensions des veuves et orphelins des membres de l'armée et de la gendarmerie, insérés par la loi du 27 mars 1973", a donné le 21 janvier 1974, l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 2e januari 1974 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting, belast met de Coördinatie van de Institutionele Hervormingen en de Staatssecretaris voor Begroting, verzocht hun van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit, "tot regeling van de rechtspleging voor de Commissie voor Overlevingstegemoetkomingen ingesteld door artikel 6bis van het koninklijk besluit nr. 254 van 12 maart 1936 waarbij eenheid wordt gebracht in het regime van de pensioenen der weduwen en wezen van het burgerlijk Staatspersoneel en het daarmede gelijkgesteld personeel, evenals door artikel 6bis van het koninklijk besluit nr. 255 van 12 maart 1936 tot éénmaking van het pensioenregime voor de weduwen en wezen der leden van het leger en van de rijkswacht ingevoegd door de wet van 27 maart 1973", heeft de 21e januari 1974, het volgend advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE.

Le pouvoir de décision du Ministre est lié à l'avis motivé de la Commission.

Lors de l'examen du projet de loi en Commission du Sénat, "des membres se demandent si le projet, louable dans ses intentions, ne risque pas d'ouvrir la porte à l'arbitraire".

Le Secrétaire d'Etat a rappelé que "des précautions sont prises dans le projet pour éviter les risques de décisions arbitraires. Il appartiendra certes au Ministre qui a l'Administration des pensions dans ses attributions d'accorder l'allocation et d'en fixer le montant, mais il devra se conformer à l'avis motivé d'une commission présidée par un magistrat de l'Ordre judiciaire et comprenant, outre ce magistrat, deux fonctionnaires du Ministère des Finances et deux personnes proposées par les organisations syndicales les plus représentatives des agents des services publics" (rapport - Doc. Parl. Sénat, Session 1972-1973, n° 24, p. 2 et 3).

Il résulte de ce qui précède que "le Commission des allocations de survie" est une autorité administrative et que ses "avis motivés" sont des décisions qui lient le Ministre.

.../...

INTITULE.

Il résulte des articles 6bis des arrêtés royaux n°s 254 et 255 du 12 mars 1936 que deux "Commissions des allocations de survie" sont créées : la "Commission des allocations de survie" du personnel civil de l'Etat et du personnel assimilé et la "Commission des allocations de survie" des membres de l'armée et de la gendarmerie.

Compte tenu de cette observation, il est proposé de rédiger en ces termes l'intitulé du projet :

"Arrêté royal portant règlement de procédure des commissions des allocations de survie ".

PREAMBULE.

L'alinéa 5 devrait être rédigé comme suit :

"Vu l'arrêté royal du 1er juillet 1937 portant les statuts de la Caisse des ouvriers de l'Etat, notamment les articles 60bis et 69quater, y insérés par l'arrêté royal du 10 novembre 1973 et l'article 72;".

Il y a lieu d'observer que le Conseil d'Etat a été saisi d'une demande d'avis sur un projet de loi portant dissolution de la Caisse des ouvriers de

.../...

l'Etat et reprise des pensions payées à charge de cette caisse. L'article 5 de ce projet abroge l'arrêté royal du 1er juillet 1937 portant les statuts de la Caisse des ouvriers de l'Etat et l'article 6 dispose :"La présente loi entre en vigueur le 1er janvier 1974".

Si ce projet de loi était voté tel quel, l'arrêté royal en projet ferait référence en son préambule et en son article 3, § 3, à des dispositions abrogées.

*

Article 1er.

Il y a lieu de prévoir dans le texte de cet article l'hypothèse où le demandeur n'aurait pas eu connaissance du décès, en raison de circonstances de force majeure.

Par ailleurs, il convient de donner une date certaine pour l'introduction de la demande et de préciser à qui doit être envoyée cette demande.

Le texte suivant est proposé :

"Article 1er.-

Sauf cas de force majeure, nulle demande d'allocation de survie ne sera recevable, si elle

.../...

n'est introduite, auprès du Ministre qui a l'Administration des pensions dans ses attributions, par lettre recommandée à la poste, dans le délai d'un an à partir du décès de l'agent".

Article 2.

L'article 2 du projet devrait être subdivisé en trois articles.

En ce qui concerne le § 1er, 1° et le § 2, 2° de cet article, le terme "épouse" doit être remplacé par le terme "conjoint". Rien ne permet, en effet, d'affirmer que la volonté du législateur ait été de réserver le bénéfice de l'allocation aux personnes dont le soutien était un agent du sexe masculin.

Compte tenu de ce qui précède, le texte suivant est proposé :

"Article 2.-

La personne dont l'agent défunt était le soutien, joint à l'appui de sa demande :

1° un extrait de l'acte de décès de l'agent défunt;

.../...

2° éventuellement, un extrait de l'acte de mariage de l'agent défunt et un extrait de l'acte de décès du conjoint de cet agent;

3° les diverses commissions d'emploi ou des copies conformes des actes de nomination de l'agent défunt si celui-ci ne jouissait pas d'une pension de retraite;

4° un extrait de son acte de naissance et, éventuellement, de son acte de mariage;

5° un certificat de bonnes vie et moeurs;

6° une déclaration par laquelle elle affirme jouir ou ne pas jouir d'une pension ou d'un traitement à charge de l'Etat, d'une province, d'une commune, d'une agglomération ou d'une fédération de communes, d'un établissement public ou d'utilité publique ou d'un organisme placé sous le contrôle ou la garantie totale ou partielle de l'Etat.

Dans la déclaration visée à l'alinéa 1er, 6°, l'intéressé doit s'engager sur l'honneur à signaler immédiatement au Ministre qui a l'Administration des pensions dans ses attributions toute modification qui interviendrait dans sa situation".

..../...

"Article 3.-

Le tuteur, l'administrateur provisoire général ou spécial du mineur, de l'interdit, de l'aliéné colloqué ou séquestré, dont l'agent défunt était le soutien, joint à l'appui de sa demande :

1° un extrait de l'acte de décès de l'agent défunt;

2° éventuellement un extrait de l'acte de mariage de l'agent défunt et un extrait de l'acte de décès du conjoint de cet agent;

3° les diverses commissions d'emploi ou des copies conformes des actes de nomination de l'agent défunt si celui-ci ne jouissait pas d'une pension de retraite;

4° un extrait de l'acte ou du jugement qui le nomme tuteur, administrateur provisoire ou spécial;

5° un extrait de l'acte de naissance et, éventuellement, de l'acte de mariage de l'incapable;

6° une déclaration portant que l'incapable jouit ou ne jouit pas d'une autre pension ou d'un traitement à charge de l'Etat, d'une province, d'une communes, d'une agglomération ou d'une fédération de commune, d'un établissement public ou d'utilité publique ou d'un organisme placé sous le contrôle ou la garantie totale ou partielle de l'Etat.

.../...

Dans la déclaration visée à l'alinéa 1er, 6°, le tuteur, l'administrateur provisoire général ou spécial doit s'engager sur l'honneur à signaler immédiatement au Ministre qui a l'Administration des pensions dans ses attributions toute modification qui interviendrait dans la situation de l'incapable".

"Article 4.-

La Commission des allocations de survie ou le rapporteur peuvent demander la production de toute autre pièce qu'ils jugent nécessaire".

Article 3 (devenant l'article 5).

Au § 1er et au § 2, de cet article, il y a lieu de reprendre l'intitulé des arrêtés auxquels il est fait référence.

Article 5 (devenant l'article 7).

Cette disposition reprend l'article 2, alinéas 2 à 4, de l'arrêté du Régent du 15 juin 1949 déterminant la procédure devant les commissions des pensions de réparation.

.../...

En vertu de l'article 6bis des arrêtés royaux n°s 254 et 255 précités, le rapporteur instruit les demandes et présente ses conclusions à la commission.

Le texte suivant est proposé :

"Article 7.-

Le rapporteur prend toutes les mesures nécessaires pour mettre le dossier en état.

Il instruit l'affaire et, lorsque celle-ci est en état, il présente ses conclusions à la commission.

Il fait inscrire l'affaire au rôle".

Article 6 (devenant l'article 8).

Cette disposition reprend l'article 3 de l'arrêté du Régent du 15 juin 1949.

1) En ce qui concerne le § 1er de cet article, il y a lieu de respecter le prescrit de l'article 6bis, alinéa 7 des arrêtés royaux n°s 254 et 255 qui dispose : "(Les demandeurs) doivent, à leur demande, être convoqués pour être entendus par la commission".

.../...

Le texte suivant est proposé :

"§ 1er. Si le rapporteur conclut à l'octroi de l'allocation demandée, le requérant est avisé immédiatement des conclusions du rapporteur ainsi que de la date d'audience de la section de la commission.

Il est statué sans convocation de l'intéressé, à moins que la section n'estime la présence de celui-ci indispensable ou que ce dernier n'ait demandé à être entendu".

2) Au § 2, alinéa 1er, il convient de donner une date certaine à l'envoi de la convocation et de remplacer le mot "avis" par "conclusion".

Le texte suivant est proposé :

"Si le rapporteur conclut au rejet total ou partiel de la demande, l'intéressé est invité à comparaître dans un délai qui ne sera pas inférieur à un mois, du jour de l'envoi de la convocation par pli recommandé à la poste. L'Administration des pensions transmet en même temps au demandeur les conclusions du rapporteur".

3) Au § 2, alinéa 4, il y a lieu de préciser que c'est un avis motivé que donne la section de la commission.

.../...

Le texte suivant est proposé :

"A la date fixée, la section émet son avis motivé après avoir entendu l'intéressé. Si l'intéressé ne se présente pas ou n'est pas représenté de la manière fixée par l'article 10, § 1er (article 8, § 1er du projet), la section prend acte de ce fait et émet son avis".

Article 7 (devenant l'article 9).

Le texte suivant est proposé pour l'alinéa 2 de l'article 7 du projet :

"La commission peut ordonner la comparution et l'audition des témoins".

Article 8 (devenant l'article 10).

Cette disposition reprend le texte de l'article 5 de l'arrêté du Régent du 15 juin 1949.

Le § 2, alinéa 2, pourrait être rédigé comme suit :

"Au jour fixé par cette nouvelle convocation, la section acte, s'il y a lieu, le défaut éventuel de l'intéressé et émet son avis".

.../...

Article 9 (devenant l'article 11).

Le texte suivant est proposé :

"Article 11.-

La commission émet son avis motivé sur base des éléments suivants :

1° la recevabilité de la demande;

2° l'absence d'ayant droit prévu aux articles 1er à 6 de l'arrêté royal n° 254 ou 255 du 12 mars 1936;

3° le soutien qu'apportait l'agent défunt au requérant, au mineur, à l'interdit, à l'aliéné colloqué ou séquestré;

4° l'impossibilité pour le requérant, le mineur, l'interdit, l'aliéné colloqué ou sequestré de pourvoir à ses besoins;

5° la date de prise de cours de l'allocation;

6° le terme de l'allocation;

7° le taux de l'allocation.

La motivation de l'avis doit être précise et détaillée".

.../...

Article 10 (devenant l'article 12).

Il y a lieu d'écrire : "Tout avis motivé ...".

Article 12 (devenant l'article 14).

Il y a lieu de donner date certaine à la demande.

Le texte suivant est proposé :

"Article 14.-

La demande de renouvellement est adressée par lettre recommandée à la poste au Ministre qui a l'Administration des pensions dans ses attributions. Il sera procédé conformément aux articles 6 à 12".

OBSERVATION FINALE.

Compte tenu du changement de numérotage des articles proposés, il y a lieu d'adapter les références faites par le projet à ces articles.

.../...

ALGEMENE OPMERKING.

De beslissingsbevoegdheid van de Minister is gebonden aan het met redenen omkleed advies van de commissie.

Bij het onderzoek van het wetsontwerp in de Commissie van de Senaat hebben sommige leden zich afgevraagd "of het ontwerp, dat goed bedoeld is, geen aanleiding zal geven tot willekeur".

De Staatssecretaris heeft opgemerkt dat "in het ontwerp zelf voorzorgen zijn genomen om willekeurige beslissingen te vermijden. Weliswaar zal de tegemoetkoming worden verleend en het bedrag ervan vastgesteld door de Minister tot wiens bevoegdheid het Bestuur der pensioenen behoort maar hij zal zich moeten voegen naar het gemotiveerd advies van een commissie voorgezeten door een magistraat van de Rechtelijke Orde en die bovendien zal bestaan uit twee ambtenaren van het Ministerie van Financiën en twee personen voorgedragen door de representatieve vakorganisaties van het overheidspersoneel" (Verslag - Gedr. St., Senaat, zitting 1972-1973, nr. 24, blz. 2 en 3).

Uit hetgeen voorafgaat volgt dat de "Commissie voor overlevingstegemoetkomingen" een administratieve overheid is en dat haar "met redenen omklede adviezen" beslissingen zijn die de Minister binden.

.../...

OPSCHRIFT.

Uit de artikelen 6bis van de koninklijke besluiten nrs 254 en 255 van 12 maart 1936 blijkt dat twee "Commissies voor overlevingstegemoetkomingen" zijn ingesteld : de "Commissie voor overlevingstegemoetkomingen" van het burgerlijk Staatspersoneel en het daarmee gelijkgesteld personeel en de "Commissie voor overlevingstegemoetkomingen" van de leden van het leger en van de rijkswacht.

Met inachtneming van deze opmerking wordt voorgesteld het opschrift van het ontwerp als volgt te lezen :

"Koninklijk besluit tot regeling van de rechtspleging voor de Commissies voor overlevingstegemoetkomingen".

AANHEF.

Het vijfde lid zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Gelet op het koninklijk besluit van 1 juli 1937 houdende de statuten van de Rijkswerkliedenkas, inzonderheid op de artikelen 60bis en 69quater, aldaar ingevoegd bij het koninklijk besluit van 10 november 1973, en op artikel 72;".

Op te merken valt dat de Raad van State om advies verzocht is over een ontwerp van wet houdende ontbinding van de Rijkswerkliedenkas en overname van de ten laste van deze Kas uitbetaalde pensioenen. Artikel 5 van dat ontwerp voorziet in de opheffing van het koninklijk besluit

.../...

van 1 juli 1937 houdende de statuten van de Rijkswerkliedenkas, en artikel 6 bepaalt : "Deze wet treedt in werking op 1 januari 1974".

Mocht dit ontwerp van wet als zodanig worden goedgekeurd, dan zou het onderhavige ontwerp-besluit in zijn aanhef en in artikel 3, § 3, verwijzen naar opgeheven bepalingen.

*

Artikel 1.

Dit artikel zou moeten voorzien in het geval dat de aanvrager door overmacht geen kennis heeft gehad van het overlijden.

Anderzijds moet er een vaste dagtekening zijn voor het indienen van de aanvraag en moet worden gepreciseerd aan wie die aanvraag moet worden gezonden.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 1.-

Behoudens in geval van overmacht is een aanvraag om overlevingstegemoetkoming alleen ontvankelijk als zij bij de Minister tot wiens bevoegdheid het Bestuur der pensioenen behoort, bij een ter post aangetekende brief wordt ingediend binnen een jaar te rekenen van het overlijden van het personeelslid".

.../...

Artikel 2.

Artikel 2 van het ontwerp zou in drie artikelen moeten worden gesplitst.

In § 1, 1° en in § 2, 2°, van dit artikel vervange men het woord "echtgenote" door "echtgenoot". Niets zegt immers dat de wetgever de tegemoetkoming alleen heeft willen verlenen aan de personen in wier onderhoud werd voorzien door een mannelijk personeelslid.

Met inachtneming van deze opmerking wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 2.-

De persoon in wiens onderhoud het overleden personeelslid voorzag, voegt bij zijn aanvraag :

1° een uittreksel uit de akte van overlijden van het overleden personeelslid;

2° eventueel een uittreksel uit de akte van huwelijk van het overleden personeelslid en een uittreksel uit de akte van overlijden van de echtgenoot van dat personeelslid;

3° de verschillende aanstellingsbrieven of eensluidende afschriften van de benoemingsbesluiten van het overleden personeelslid als dit geen rustpensioen genoot;

4° een uittreksel uit zijn akte van geboorte en eventueel uit zijn akte van huwelijk;

5° een getuigschrift van goed zedelijk gedrag;

.../...

6° een verklaring waarin hij bevestigt al dan niet een pensioen of wedde te genieten ten laste van de Staat, een provincie, een gemeente, een agglomeratie of een federatie van gemeenten, een openbare instelling of instelling van openbaar nut of een instelling onder de controle of de gehele of gedeeltelijke waarborg van de Staat.

In de verklaring bedoeld in het eerste lid, 6°, moet de betrokkene op zijn eer zich ertoe verbinden aan de Minister tot wiens bevoegdheid het Bestuur der pensioenen behoort, onmiddellijk kennis te geven van iedere verandering in zijn toestand".

"Artikel 3.-

De voogd, de algemene of bijzondere voorlopige bewindvoerder over de minderjarige, de onbekwaamverklaarde, de in een gesticht geplaatste of in bewaring gestelde krankzinnige in wiens onderhoud het overleden personeelslid voorzag, voegt bij zijn aanvraag :

1° een uittreksel uit de akte van overlijden van het overleden personeelslid;

2° eventueel een uittreksel uit de akte van huwelijk van het overleden personeelslid en een uittreksel uit de akte van overlijden van de echtgenoot van dat personeelslid;

3° de verschillende aanstellingsbrieven of eensluidende afschriften van de benoemingsbesluiten van het overleden personeelslid als dit geen rustpensioen genoot;

4° een uittreksel uit de akte of uit het vonnis waarbij hij tot voogd of tot algemene of bijzondere voorlopige bewindvoerder is aangesteld;

.../...

5° een uittreksel uit de akte van geboorte en eventueel uit de akte van huwelijk van de onbekwame;

6° een verklaring dat de onbekwame al dan niet een ander pensioen of een wedde geniet ten laste van de Staat, een provincie, een gemeente, een agglomeratie of een federatie van gemeenten, een openbare instelling of instelling van openbaar nut of een instelling onder de controle of de gehele gedeeltelijke waarborg van de Staat.

In de verklaring bedoeld in het eerste lid, 6°, moet de voogd, de algemene of bijzondere voorlopige bewindvoerder op zijn eer zich ertoe verbinden aan de Minister tot wiens bevoegdheid het Bestuur der pensioenen behoort, onmiddelijk kennis te geven van iedere verandering in de toestand van de onbekwame".

"Artikel 4.-

De Commissie voor overlevingstegemoetkomingen of de verslaggever mogen de overlegging eisen van ieder ander stuk dat zij onmisbaar achten".

Artikel 3 (dat artikel 5 wordt).

In § 1 en in § 2 van dit artikel moet het opschrift worden overgenomen van de besluiten waarnaar wordt verwezen.

Artikel 5 (dat artikel 7 wordt).

Deze bepaling herhaalt artikel 2, tweede tot vierde lid, van het besluit van de Regent van 15 juni 1949 tot bepaling van de rechtspleging voor de Commissies voor vergoedingspensioenen.

.../...

Krachtens artikel 6bis van de eerdervermelde koninklijke besluiten nrs 254 en 255 onderzoekt de verslaggever de aanvragen en legt hij zijn conclusies voor aan de commissie.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 7.-

De verslaggever treft alle nodige maatregelen om het dossier in gereedheid te brengen.

Hij onderzoekt de zaak en als deze in staat van wijzen is, legt hij zijn conclusies aan de commissie voor.

Hij doet de zaak op de rol inschrijven".

Artikel 6 (dat artikel 8 wordt).

Deze bepaling herhaalt artikel 3 van het besluit van de Regent van 15 juni 1949.

1) Wat § 1 van dit artikel betreft, moet rekening worden gehouden met het voorschrift van artikel 6bis, zevende lid, van de koninklijke besluiten nrs 254 en 255, dat bepaalt : "(De aanvragers) moeten op hun verzoek worden opgeroepen om door de commissie te worden gehoord".

Voorgesteld wordt :

"§ 1. Concludeert de verslaggever dat de gevraagde tegemoetkoming moet worden verleend, dan wordt aan verzoeker dadelijk kennis gegeven van de conclusies van de verslaggever en van de datum waarop de afdeling van de commissie zitting houdt.

.../...

Er wordt uitspraak gedaan zonder dat de belanghebbende wordt opgeroepen, tenzij de afdeling diens aanwezigheid onmisbaar acht of deze gevraagd heeft om te worden gehoord".

2) In § 2, eerste lid, behoort er een vaste dagtekening te zijn voor het verzenden van de oproepingsbrief; ook vervange men de woorden "het advies" door "de conclusies".

Voorgesteld wordt :

"Concludeert de verslaggever tot gehele of gedeeltelijke afwijzing van de aanvraag, dan wordt de belanghebbende verzocht te verschijnen binnen een termijn van ten minste een maand na de dag waarop de oproepingsbrief bij een ter post aangetekende brief is verzonden. Het Bestuur der pensioenen zendt tevens de conclusies van de verslaggever aan de aanvrager".

3) In § 2, vierde lid, moet met zoveel woorden worden gezegd dat de afdeling van de commissie een met redenen omkleed advies uitbrengt.

Voorgesteld wordt :

"Op de vastgestelde datum brengt de afdeling haar met redenen omkleed advies uit na de belanghebbende te hebben gehoord. Verschijnt deze niet of is hij niet vertegenwoordigd zoals bepaald is in artikel 10, § 1 (artikel 8, § 1, van het ontwerp), dan neemt de afdeling daarvan akte en brengt zij haar advies uit".

.../...

Artikel 7 (dat artikel 9 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld voor het tweede lid van artikel 7 van het ontwerp :

"De commissie kan de verschijning en het verhoor van getuigen bevelen".

Artikel 8 (dat artikel 10 wordt).

Deze bepaling herhaalt de tekst van artikel 5 van het besluit van de Regent van 15 juni 1949.

Paragraaf 2, tweede lid, zou als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Op de dag in deze tweede oproepingsbrief gesteld, neemt de afdeling, indien daartoe grond bestaat, akte van het eventuele verstek van de belanghebbende en brengt zij haar advies uit".

Artikel 9 (dat artikel 11 wordt).

Voorgesteld wordt :

"Artikel 11.-

De commissie brengt haar met redenen omkleed advies uit aan de hand van de volgende gegevens :

.../...

1° ontvankelijkheid van de aanvraag;

2° ontstentenis van rechthebbende als bedoeld in de artikelen 1 tot 6 van het koninklijk besluit nr. 254 of 255 van 12 maart 1936;

3° onderhoud door het overleden personeelslid aan de aanvrager, de minderjarige, de onbekwaamverklaarde of de in een gesticht geplaatste of in bewaring gestelde krankzinnige verschaft;

4° onmogelijkheid waarin de aanvrager, de minderjarige, de onbekwaamverklaarde of de in een gesticht geplaatste of in bewaring gestelde krankzinnige zich bevindt om zelf in zijn onderhoud te voorzien;

5° datum waarop de tegemoetkoming ingaat;

6° datum waarop de tegemoetkoming eindigt;

7° bedrag van de tegemoetkoming.

Het advies moet nauwkeurig en omstandig met redenen omkleed zijn".

Artikel 10 (dat artikel 12 wordt).

Men leze : "Elk met redenen omkleed advies ...".

Artikel 12 (dat artikel 14 wordt).

De aanvraag moet een vaste dagtekening krijgen.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

.../...

"Artikel 14.-

De aanvraag tot vernieuwing wordt bij een ter post aangetekende brief gezonden aan de Minister tot wiens bevoegdheid het Bestuur der pensioenen behoort. Er wordt gehandeld overeenkomstig de artikelen 6 tot 12".

SLOTOPMERKING.

Wegens de vernummering van de voorgestelde artikelen moeten ook de verwijzingen naar die artikelen in het ontwerp worden aangepast.

La chambre était composée de

Messieurs : G. VAN BUNNEN, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

P. TAPIE, conseillers d'Etat,
H. ROUSSEAU, staatsraden,

G. ARONSTEIN, assesseurs de la section de législation,
M. VERSCHELDEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.
Le rapport a été présenté par M. Ch. MENDIAUX, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.
Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. MENDIAUX, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

G. VAN BUNNEN.